



**Une évaluation sans complaisance, avec des correctifs pertinents,
POUR UNE ECOLE STABLE ET DE LA REUSSITE**

Lors de sa session ordinaire de fin d'année scolaire, le Conseil d'Administration de la COSYDEP s'est penché sur l'actualité marquante du système d'éducation et de formation. Au terme des échanges, le constat partagé a été que l'année scolaire 2015/2016 présente de réelles ressemblances d'avec celles qui l'ont précédée : les difficultés du gouvernement à parachever l'application des accords signés, les grèves d'enseignants, l'insuffisance du quantum horaire, la démotivation des enseignants et apprenants, la colère des parents, les résultats médiocres aux différents examens avec 37% au baccalauréat et 49% au BFEM.

Dans un tel contexte et face à l'ambition légitime des sénégalais(e)s pour la démocratisation de la qualité, toute tentative de déceler un progrès relève de simples exercices de communication, inaptes à fonder durablement le progrès recherché. Le bon sens et l'intérêt supérieur du pays commandent un profond exercice d'évaluation inclusive et désagrégée ; ce qui, au-delà des classes d'examen, concernerait l'ensemble des résultats du système dans tous les domaines, à tous les niveaux et débouchant sur des mesures fortes de correction et une documentation des bonnes pratiques.

A environ deux mois de la prochaine rentrée, les grandes vacances doivent ainsi être mises à profit pour, d'une part finaliser les mécanismes permettant l'application des accords sans une quelconque autre médiation et, d'autre part s'entendre sur les correctifs à apporter au fonctionnement du système à partir des recommandations consensuelles issues des Assises Nationales de l'Éducation et de la Formation (ANEF).

En vérité, le rêve d'une année scolaire sans perturbations et porteuse de résultats prometteurs risque de ne pas se réaliser si ces vacances ne sont pas l'occasion, pour les autorités publiques et les leaders d'organisations, de s'asseoir et traduire en actes concrets une volonté commune de faire avancer résolument les dossiers de l'éducation.

Parmi ces dossiers, figure en bonne place l'impératif de garantir le droit à l'éducation à tou(te)s, sans exception. Cela doit être l'option fondamentale si on veut en finir avec la problématique des enfants dans la rue. En effet, le succès de la mesure publique de retrait ne saurait émaner d'actions ponctuelles mais de la mise en œuvre de stratégies partagées et courageuses destinées à enrôler tous les enfants dans les structures éducatives : « Un enfant qui fréquente une structure éducative n'a pas le temps d'errer dans les rues ». Ainsi, il s'agira de se fonder sur une vision holistique, d'avoir une ferme volonté de valoriser toutes les offres avec une égale dignité et à partir de normes minimales.

Par ailleurs, tout en saluant les efforts importants de la société civile dans ses actions multiformes de veille, d'alerte, de plaidoyer et de propositions, il convient de constater qu'elle fait face à de nombreuses contraintes qui fragilisent son travail de suivi. Pour sa part, le gouvernement gagnerait à être plus proactif et prévenant. Il doit également rassurer et mobiliser autour de la ferme option de réaliser l'apaisement, la stabilité, la valorisation des diverses contributions et la confiance mutuelle dans l'espace éducatif.

Enfin, la COSYDEP et ses partenaires saisissent ce moment de bilan pour réitérer leur engagement autour de la campagne "*Ubbi Tey – Jàng Tey OU démarrage effectif des cours dès le 1^{er} jour de la rentrée officielle des classes*". Ils encouragent l'ensemble des acteurs qui ont manifesté leur fierté d'avoir donné forme et contenu à cette ambition. La 3^{ème} édition de la campagne "*Ubbi Tey – Jàng Tey*" doit renforcer le processus en enregistrant l'alignement d'un plus grand nombre d'écoles. Il appartient au gouvernement d'accompagner et de soutenir cette aspiration citoyenne collective en créant les conditions pour « une année scolaire qui débute à temps et dure le temps qu'il faut ». En outre, les antennes régionales de la Coalition, en rapport avec les autorités et associations locales, sont invitées à capitaliser les éditions précédentes, mutualiser les ressources, organiser les communautés, renforcer les acquis et aller plus loin.

La COSYDEP réaffirme que la mobilisation politique et citoyenne, les outils et instruments construits ainsi que les importantes ressources investies dans le processus des ANEF n'autorisent aucune tergiversation sur l'impératif d'édifier un système éducatif dans le sens de la réussite des apprenants.

**Avec une évaluation sans complaisance des résultats scolaires et des processus déclenchés,
suivie de correctifs pertinents et durables, notre Ecole retrouvera toute sa dignité !**

Fait à Dakar, le 12 août 2016